

CONTRAINTES ET PERCEPTION DE LA CONAC AU CAMEROUN : Cas De La Ville De Dschang

KEMO MAFO STEVE

Doctorant PhD en Science Politique
Université de Dschang
Dschang, Cameroun
Email: stevemaf07@gmail.com

Résumé

La corruption a toujours été une préoccupation pour le Cameroun depuis les années 90. L'année 2006 a été une année déterminante pour le Cameroun en matière de lutte contre la corruption. Le 11 Mars 2006 est créée l'une des structures les plus importantes du pays, la CONAC. Ainsi pour mieux comprendre cette structure nous nous sommes donné question de recherche : quelles sont les contraintes que rencontre cette structure et quel est la perception que porte les civils à son sujet ? Pour atteindre ses objectifs, La CONAC fait de nombreuse activité mais qui sont heurter à de nombreux obstacles et difficultés qui entravent ses travaux qui se veulent interne ou externe.

Mot clé : contrainte, corruption, perception

Abstract—Corruption has always been a concern for Cameroon since the 1990s. 2006 was a decisive year for Cameroon in the fight against corruption. On 11 March 2006, one of the country's most important structures, CONAC, was created. To better understand this structure, we asked ourselves a question of research: what are the constraints that this structure encounters and what is the perception that civilians have about it? In order to achieve its objectives, CONAC does a lot of work, but it faces many obstacles and difficulties that hinder its internal or external work.

Keywords: constraint, corruption, perception

INTRODUCTION

Placée sous l'autorité du président de la république, la CONAC qui a pour siège Yaoundé, est créée le 11 Mars 2006 par décret présidentiel N°2006/088 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale Anti-corruption. La CONAC a vu le jour après acceptation par le Cameroun de la Convention des Nations-Unies contre la Corruption adoptée le 31 octobre 2003 à Mérida au Mexique. La ratification de cette convention est intervenue à la suite du décret n° 2004/126 du 18 Mai 2004, en application de la loi n° 2004/010 du 21 Avril 2004. Ceci sera suivi par la création des cellules

de Lutttes contre la corruption dans les ministères et autres services publics. La CONAC mène dès lors plusieurs activités au Cameroun en vue de combattre la corruption. Cependant nous savons du moins qu'aucune structure ne peut vivre sans être soumise à des contraintes telles que le soulève l'analyse stratégique : tout instrument de raisonnement a des limites parce qu'il est fait d'acteurs ayant un but. La CONAC étant une œuvre humaine, elle inclut « tout ce qui sert à structurer formellement l'ensemble, tout ce qui va encadrer, contraindre les jeux d'acteurs »¹. Les acteurs internes comme externes sont perçus comme ceux ayant la lourde responsabilité de la CONAC (acteurs intérieurs) mais aussi ceux pour qui, les agents intérieurs se doivent de rendre service (facteurs extérieurs). Il sera question pour nous de mettre en exergue les difficultés que rencontre cet organe et aussi présenter l'aperçue de son image dans la ville de Dschang². Pour y arriver, utiliserons nous utiliserons une méthode sociologique afin de découvrir la logique des faits que l'on peut rencontrer dans une organisation. Ainsi grâce aux sources électroniques, documentaires et une enquête sur le terrain (entretiens et questionnaires), nous allons appréhender la perception de la population de Dschang, mieux appréhender leur motivation à interagir ou pas avec la CONAC et puis nous frotter aux difficultés que rencontre la CONAC. Notre étude portera sur les contraintes liées à la CONAC et aux citoyens elle-même (SECTION I) et sur la perception des citoyens vis-à-vis de la CONAC (SECTION II).

¹ MICHEL Crozier et EHRARD Friedberg, *L'Acteur et le Système*, éditions du Seuil, coll. « Points essais », 1992. 07/03/2011, cité par CEDIP - 27-analyse stratégique P.1-4,

² Dschang est une ville historique et universitaire du Cameroun située dans la région de l'Ouest, en pays Bamiléké. Chef-lieu du département de la Menoua, elle est la deuxième plus grande ville de la région Ouest après Bafoussam, compte environ 101 385 hab. (2005) et a une superficie de 225 km²

SECTION I : LES CONTRAINTES LIEES A LA CONAC ET AUX CITOYENS

Dans cette section il sera question de présenter les contraintes internes à la structure. Nous aborderons premièrement les contraintes liées à la CONAC (paragraphe I) et secondairement ceux liées au citoyens (paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LES CONTRAINTES LIEES A LA CONAC

Lorsque nous analysons les propos de plusieurs personnes, nous nous rendons compte que si la CONAC n'est pas efficace comme la population l'affirme cela est dû au manque de moyens financiers et à la construction de l'impuni (A) puis à la recherche de l'intérêt personnelle (B).

A) LA MANQUE DES MOYENS FINANCIERS ET LA CONSTRUCTION DE L'IMPUNI

Les défis de la CONAC sont si énormes car elle est appelée à mener plusieurs activités. Pour cela, il faut nécessairement du financement. De même pour qu'elle puisse toucher les zones reculées, il faut mobiliser assez de fonds.

a) Manque des moyens financiers

A ce sujet une de nos enquêtes nous révèle que si le club n'a rien mené comme activité c'est parce qu'il n'a pas jusqu'ici reçu son budget attendu et voilà la fin d'année qui est arrivée. Peut-être cela viendra t'il maintenant... L'année est cependant déjà écoulée. » Ce problème n'est pas seulement observable à Dschang mais aussi ailleurs et ceci entraîne généralement la non mobilisation des ressources matérielles nécessaires, « la CONAC peut mieux faire si on lui donne les armes nécessaires pour mener à bien, sa mission ». Selon l'analyse systémique, dans le monde politique le système doit mobiliser les moyens pour développer, soutenir et assurer la solidarité du groupe. Mais si ces moyens ne sont pas rassemblés l'efficacité de la CONAC se trouvera entravée. La CONAC doit avoir tout le nécessaire pour accomplir son œuvre. Ce nécessaire peut être la possibilité pour la CONAC d'avoir à la fois un pouvoir dénonciateur et répressif.

b) Construction de l'impuni

« Dénoncer veut dire porter à la connaissance de l'administration, une information qu'elle n'avait pas, l'administration prend les mesures sans retour c'est-à-dire sans vous dire qu'elle a pris telle ou telle mesure... la CONAC n'a pas le moyen de sanctionner » parole de l'un de nos enquêtés et au major de l'hôpital de district d'ajouter : « ce qui m'énerve souvent est que parfois quand on a un cas on envoie à Yaoundé, il nous demande les mesures qu'on a prises...où alors on échange le service de la personne, or là aussi il déploie d'autres moyens pour ce faire de l'argent ». Ceci montre combien de fois les personnes responsables des actes frauduleux ne sont pas punies comme il se devrait ou plus encore ne le sont même pas. Pour le peuple, la CONAC devrait frapper très fort et récupérer même les fonds détournés, ou plus encore condamner les coupables

au-delà de simplement les dénoncer : « le problème de la CONAC est qu'elle n'a pas le pouvoir de juger ». Lévi-Strauss déclare que les lois sont les ordres conçus et ceux qui ne les respecteront pas devront être sanctionnés, mais malheureusement la CONAC y fait faillite. Selon les enquêtes de GERDDES Cameroun publié par FRIEDRICH EBERT effectuées sur toute l'étendue du territoire camerounais, il y'a « une frange importante de la population des corrompus qui ne pourrait pas être traînée devant les tribunaux. », « On pourrait croire que, statuant sur la corruption, le Code Pénal camerounais garde silence sur le cas des députés, membres du gouvernement et autres personnes qui ne sont, ni fonctionnaires, ni agents de l'État »³ pourtant l'article 131 du Code Pénal Camerounais inclut parmi les coupables punissables de la corruption, tout magistrat, tout officier public ou ministériel, tout préposé ou commis de l'État, ou toute autre personne morale de droit public, d'une société d'État ou d'économie mixte, tout militaire des forces armées ou de gendarmerie, tout agent de la sécurité nationale ou de l'administration pénitentiaire, toute personne chargée, même occasionnellement, d'un service public agissant dans l'exercice de ses fonctions. Comme le dit si bien une maxime, « nul n'est censé ignorer la loi » donc tout le monde quel que soit la classe doit être puni et le président de la république du Cameroun ajoutera : « L'Etat n'a pas échappé à cette dérive. Abusant de leurs pouvoirs, certains de ses serviteurs ont mis leurs fonctions au service de leurs intérêts personnels. Il faut que l'on sache que ces écarts de conduite continueront d'être sanctionnés... »⁴.

B) LA RECHERCHE DE L'INTÉRÊT

Ces problèmes sont le fruit d'un manque de caractère excessif. Ils se présentent de deux manières : la recherche de l'intérêt personnel due à une mentalité corrompue (a) et un laxisme qualifié suivi d'une forme de partialité (b)

a) La recherche des intérêts

Comme nous avons pu le constater chez la plupart des enquêtés, on demande à ce que les membres de la CONAC « changent de mentalité ». On remarque que les piliers d'intégrité n'influencent en aucun cas les acteurs internes. Ils sont les premiers à transgresser la loi. Le fait qu'on y retrouve des personnes corrompues est la preuve qu'un nettoyage s'impose. Les membres de cet organisme travaillent pour leurs intérêts personnels, bafouant l'intérêt commun. L'efficacité de la CONAC naîtra d'une application interne des valeurs prônées par celle-ci car on ne saurait enseigner ou inculquer aux autres (ceux qui nous observent) des valeurs que nous même nous bafouons.

A ce sujet une enquêtée dit : « en étant eux même des modèles de citoyens incorruptibles, le reste suivra », un autre ajoutera : « éviter et lutter contre l'intérêt

³ Friedrich EBERT STIFTUNG, *de la corruption au Cameroun*, juin 1999, GERDDES Cameroun, P59-83

⁴ Idem

personnel et contribuer à l'intérêt général de toute la nation »⁵

b) Le laxisme qualifié suivi d'une forme de partialité

Un autre problème de la CONAC est qu'elle ne travaille pas assez ; Un important travail de terrain s'impose à cet organisme il se doit donc de « multiplier le nombre de ses agents » et de « sortir de sa timidité ainsi que de son laxisme ». Certains disent de la CONAC qu'elle doit dénoncer tout le monde sans exception. « Ils doivent être impartial et arrêter toute personne qui va à l'encontre de leurs préceptes ».

PARAGRAPHE II : LES CONTRAINTES LIEES AUX CITOYENS

Ces contraintes se veulent être sous deux angles : le manque de collaboration avec les agents de la CONAC (A) et le désintérêt vis-à-vis des politiques publiques (B).

A) L'ABSENCE DE COLLABORATION AVEC LES AGENTS DE LA CONAC

a) La méfiance du peuple

Lors de nos enquêtes, 23 personnes soit 45,09% ont été victimes de corruption mais toutes préféreraient soit garder pour elles-mêmes (5 soit 9,80%) soit en parler à leur proche (17 soit 33,33%). Une personne uniquement dit avoir dénoncé à la CONAC soit 1,96%. A la question de savoir pourquoi cette abstention de dénonciation à la CONAC, voici quelques réponses obtenues : « l'inertie incarne visiblement le personnel de la CONAC », « à la CONAC ça n'irait pas loin, parce que la CONAC sait pertinemment ce qui se passe... mais il y'a toujours d'impuni », « parce que je ne fais pas confiance à la CONAC car ses agents sont corrupteurs », etc. ces résultats montrent une extrême méfiance de la population ; par ailleurs ceci démontre suffisamment à quel point la CONAC a la main mise sur les citoyens. Le pouvoir tel qu'en parle Michel CROZIER est ici bafoué. C'est cette méfiance qui entraîne le manque de plaintes.

Le fait que la plupart préfère en parler à un proche comme nous l'indique nos résultats, est la preuve que le problème de corruption n'est pas apprécié par tous. Mais l'unique moyen fiable et consolateur de s'en décharger, c'est de se confier à un tiers compatissant.

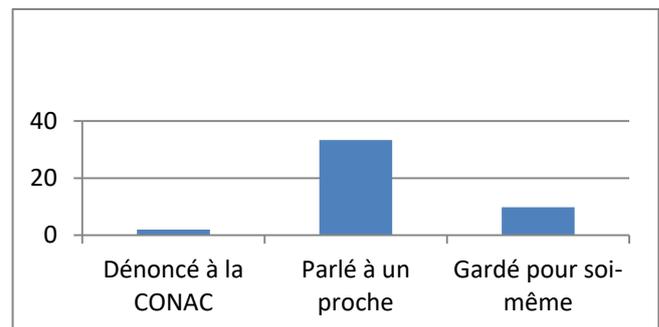
D'autre part le fait de garder pour soi-même peut être dû à la peur de se sentir coupable et d'être compté parmi les fraudeurs. Cela peut aussi être due par la crainte de révéler l'identité de celui qui nous a rendu de manière frauduleuse un service et qui serait prêt à le refaire une prochaine fois. Plusieurs interprétations peuvent surgir quant à l'attitude des citoyens. Mais tout compte fait la CONAC est la principale responsable car si elle jouait pleinement son rôle on aurait moins de victimes, voire même plus du tout.

Si 23 personnes avouent avoir été victimes de corruption, alors 28 personnes déclarent n'avoir jamais été corrompues. Mais au regard de la société à

laquelle nous appartenons nous diront que cette déclaration est fausse. Car chacun a au moins déjà une fois dans sa vie été victime d'un acte de corruption peu importe sa forme et son échelle. Il s'agit ici d'une ignorance caractérisée due au niveau d'étude et à l'âge, car nous avons remarqué que ce langage émanait des étudiants ou encore des illettrés.

	VICTIME %
Dénoncé à la CONAC	1,96
Parlé à un proche	33,33
Gardé pour soi-même	9,80

Graph 1: connaissance des actions de la CONAC



b) Le manque de plaintes

La plupart des responsables locaux se plaignent du fait qu'ils ne reçoivent pas des plaintes. Bien que tout le monde parle de corruption. À ce propos, l'intermédiaire de la CONAC stipule : « les gens ne dénoncent pas, on parle beaucoup de corruption mais les gens ne dénoncent pas c'est ça la grande difficulté ». Cela est due à la peur de dénoncer selon le major, le manque d'activité qui entraîne l'invisibilité de la CONAC selon une enquêtée A ce sujet,

Ainsi nous remarquons selon l'analyse structurale des lois que le contrôle de la CONAC est négatif ; ces lois ne sont pas vraiment appliquées par son émetteur (CONAC) et les sanctions presque injustes selon le récepteur (le peuple)

B) LE DESINTERET DES CITOYENS AUX POLITIQUES PUBLIQUES

Selon les propos de nos enquêtés, nous pouvons dire que les politiques publiques s'inscrivent au fond d'une hésitation des populations. Pour la plupart, le rapport de défiance vis à vis des politiques de lutte contre la corruption montre que les critiques sur l'action publique de lutte contre la corruption ne sont pas nécessairement liées à la connaissance de la CONAC mais au personnel (a) et aussi, la confiance ou la défiance à l'égard des politiques publiques ne repose pas sur une évaluation précise de l'efficacité d'une structure (b).

a) Les critiques profanes des moyens de lutte contre la corruption

On peut faire une différence entre, la connaissance globale de toutes les personnes vis à vis

⁵ Idem

des politiques de lutte contre la corruption. Tous savent que la lutte contre la corruption est capitale pour le Cameroun. Mais certains facteurs tels que le manque de confiance aux autorités, le chômage, la vie difficile, l'âge, le sexe peuvent influencer le comportement des uns et des autres. Ce que certains considèrent comme étant leurs mœurs, leurs valeurs culturelles et religieuses, leurs rapports avec une structure ou le gouvernement, les groupes destinataires des politiques publiques, font souvent office d'heuristique, de raccourci cognitif dans le jugement sur l'action publique. Ainsi selon l'influence du groupe d'appartenance on peut avoir une perception soit positive soit négative de la CONAC. Si on s'attarde sur la variable âge, à Dschang nous avons fait le constat selon lequel la plupart de jeunes ne savent pas si la CONAC est présente à Dschang, ou ne savent pas si elle mène des actions. Nous avons obtenu sur 30 jeunes interrogés entre 15 à 25 ans, 18 soit 58,06% disant qu'ils ne savent pas si la CONAC mène des activités à Dschang et 7 affirmant qu'elle n'a jamais mené des activités à Dschang soit 22,58% contre 5 qui reconnaissent que la CONAC effectue des actions à Dschang soit 16,12%. Ceci peut s'expliquer dans la mesure où les jeunes ne s'intéressent pas trop à la politique. Il est bien rare qu'ils prennent du temps pour s'informer.

Pourtant, il est à remarquer que la CONAC, tout comme ses stratégies a fait l'objet d'un vaste débat public, au travers les médias et des divers moyens de communication, mais les populations disent ne pas être au courant. Ce problème montre qu'il existe tout d'abord un problème d'acceptation des acteurs des politiques publiques mais aussi un refus de s'intéresser aux différentes résolutions du gouvernement et de les pratiquer. Comme peut le suggérer Richard BLAME, Jean-Louis MARIE et Olivier ROZENBERG, « La connaissance apparaît donc spontanément dispersée, très irrégulière, presque toujours lacunaire en ce qui concerne les points techniques. »⁶. Car « à chacun sa vie » déclare une enquêtée. Dans ce sens le fait que les citoyens ne s'informent pas, ne cherchent pas à mieux comprendre les problèmes politiques peut influencer leur attitude vis-à-vis de la CONAC.

b) la confiance ou la défiance à l'égard des politiques publiques

Selon Richard BLAME et all « Le rapprochement rationnel entre les objectifs, les moyens identifiés et les résultats est une exception. Les objectifs des politiques, tout d'abord, sont peu questionnés. Les groupes cherchent rarement à interpréter l'action des pouvoirs publics "au-delà" des justifications qui en sont officiellement données. Le contexte des décisions, les argumentaires qui les

⁶ Richard BLAME, Jean-Louis MARIE et Olivier ROZENBERG, Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique, 2003/3 Vol 10, P172

accompagnaient, sont le plus souvent perdus. » Dans ce sens le regard défavorable porté sur la CONAC peut être dû à cet écart entre les objectifs et les résultats attendus des citoyens non pas de la CONAC elle-même mais à la perception globale des membres du gouvernement. Les personnes ont une facilité à accuser ou ont de très grands préjugés en ce qui concerne les politiques publiques. Par conséquent si quelqu'un trouve que son pays « ne peut changer, c'est la mangeoire, chacun cherche son intérêt ... je ne peux trahir celui qui me soudoie et pourtant j'ai accepté », comment avoir confiance aux autorités ou au responsable du gouvernement et à leurs politiques publiques.

Les citoyens pensent que la lutte contre la corruption n'est vraiment pas une préoccupation pour le gouvernement si l'on ne s'en tient qu'au construit de l'impuni. Allant dans ce sens, les citoyens ne trouveront pas d'intérêt à participer aux stratégies de lutte contre la corruption en allant dénoncer. Ce scepticisme à l'encontre des politiques publiques peut avoir deux ressorts comme pensent Richard BLAMER et all « Le premier correspond à une lassitude : "on a déjà tout essayé". Le second traduit une position plus construite, politiquement et théoriquement. »

SECTION II : PERCEPTION DE LA CONAC : UNE DECENTRALISATION PAS TRES PERCEPTIBLE

A Dschang la CONAC a eu à mener des actions telles que les conférences, les communiqués, et des campagnes de sensibilisation. On peut apercevoir dans certaines structures comme l'université de Dschang et l'hôpital de district de cette même ville, des affiches de sensibilisation (voir image 1). Cependant les populations trouvent que la CONAC n'est pas présente dans la localité (paragraphe I) et jugent leurs œuvres non satisfaisantes. (paragraphe II)

Image 1: se trouve en haut message de sensibilisation en bas boîte à suggestion



Image 2: technique de communication de la CONAC .



PARAGRAPHE I: UNE PRESENCE QUASI-EFFECTIVE

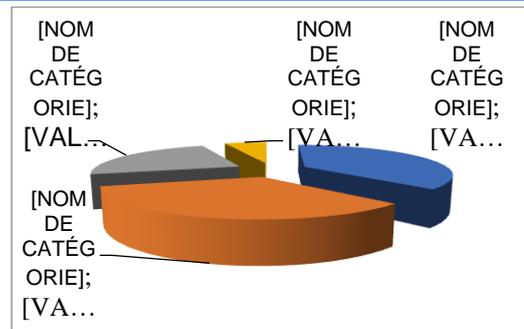
Cette partie est le fruit de notre descente sur le terrain. Elle sera répartie en deux sous parties : la première présentera les résultats de ladite descente (A), la seconde sera une analyse critique de ces résultats (B).

A) PRÉSENTATION DES RÉSULTATS RECUEILLIS SUR LE TERRAIN

Lors de notre descente sur le terrain, nous avons été surpris par les propos de plusieurs vis-à-vis de la CONAC, notamment que cet organisme n'est pas représenté dans la ville de Dschang. Certains par contre, conscients de la représentation de la CONAC dans la ville de Dschang ignoraient son siège véritable. On entendra dire « est-ce qu'elle est représentée ici ? » Un questionnement générateur de surprise et d'étonnement. En effet, sur 51 personnes (sur 80) soit 63,75% de personnes interrogées et ayant compris le sens du questionnaire, nous avons enregistré 48 personnes soit 94,11% qui disent connaître la CONAC ; cependant, 19 personnes soit 37,25% disent connaître la CONAC mais affirment qu'elle n'est pas représentée à Dschang. 17 personnes soit un pourcentage de 33,33% affirment savoir que la CONAC est représentée à Dschang bien qu'elles ne savent pas où se retrouve son siège ; et 12 personnes soit 23,52% qui connaissent bien la CONAC mais ignorent si oui ou non elle est représentée à Dschang. Enfin, 3 personnes, soit 5,88% affirmant n'avoir jamais entendu parler de la CONAC. Nous notons que près de 29 (sur 80) soit 36,25% n'ont donné aucune information disant n'avoir rien à dire sur le sujet. Pourtant ayant rempli la section d'identification de l'enquêté. Sur les personnes interviewées, l'expression du visage révélait une méconnaissance de l'emplacement de la CONAC puis la réponse suivait : « là je ne sais pas, est-ce qu'il y'a un local ici ? Je ne pense pas... » .

Tableau 2: Connaissance de la CONAC (données de terrain)

CONNAISSANCE DE LA CONAC				
Ceux ayant donné une information (%)	OUI			NON
	N'est pas représenté (%)	Est représenté mais ne sais pas où (%)	Ne sais pas si c'est représenté (%)	Jamais entendu (%)
	37,25	33,33	23,52	5,88
Ceux n'ayant donné aucune information (%)	36,25			



GRAPHE 2: CONNAISSANCE DE LA CONAC

B) ANALYSE DES DONNÉES PORTANT SUR LA CONNAISSANCE DE LA CONAC

Au regard de ces propos et de ces statistiques nous pouvons réaliser qu'il existe un sérieux problème de vulgarisation et de timidité de la CONAC. Une structure comme la CONAC devrait être connue de tous, car elle est une structure capitale pour l'épanouissement politique et économique d'un pays. Or si dans une ville d'éducation comme celle de Dschang la connaissance de la CONAC s'avère quasi inexistante, on peut se demander à quoi servent ces piliers d'intégrité qui font partie des stratégies de la CONAC. Que dirons-nous donc des zones enclavées et reculées ? Ce qui présente déjà une absence d'interaction entre les acteurs. Une stratégie anticorruption devrait pourtant susciter un désir de collaboration entre les citoyens comme le pense César GARZON et Taïeb HAFSI « Dans une stratégie anticorruption, le processus qui mène aux choix des objectifs et des moyens doit susciter la collaboration des citoyens et des organisations publiques et privées concernées, et pour cela doit être ouvert et faire participer le plus grand nombre possible. » La CONAC devrait encore mieux se mobiliser pour toucher le plus grand nombre.

Selon certains enquêtés la CONAC devrait être une entité indépendante et non rattachée à des structures existantes elle devrait aussi être représentée dans chaque région. Le fait que des personnes ne sachent pas si la CONAC existe dans leur localité, nous montre juste le désintérêt des Populations. Ceci peut être vu comme un manque de confiance à la structure elle-même. Selon un ex-fonctionnaire du corps de génie civil actuellement dans le marché public, « les membres de la CONAC sont les plus corrompus ». Il a pris l'exemple de l'un de ses frères aujourd'hui décédé qui avait eu à travailler à la CONAC, et chez qui on a retrouvé une cantine de « billets verts » s'élevant à des milliards. Face à ce genre de réalité, qui pourra s'intéresser aux œuvres de la CONAC ? Nous pouvons par-là conclure que l'input tel que l'appréhende D. EASTON est négatif à cause d'un manque d'application effective des normes établies. Les piliers sont foulés au pied et l'Etat ne prend pas les mesures adéquates ; Si les membres de la CONAC recherchent leurs intérêts cela suppose qu'il existe un calcul stratégique de gain de la part des

acteurs tel que nous le fait comprendre l'analyse stratégique.

Selon l'un des représentants de la CONAC, lorsqu'on est face à un cas de corruption, on envoie l'information à la haute hiérarchie à Yaoundé. Ce problème de centralisation limite les activités de la CONAC dans les zones reculées. Mais selon lui, lors d'une rencontre des universités au cours de laquelle il représenté l'université de Dschang, le problème de décentralisation a été évoqué et il croit que la CONAC y pense et l'envisage.

PARAGRAPHE II : EFFICACITE DE LA CONAC : DES ACTIONS NON PERCEPTIBLES

Selon un intermédiaire de la CONAC, l'université de Dschang est l'un des représentants locaux de la CONAC. Des actions sont menées dans la ville de Dschang et à ce sujet l'intermédiaire de la CONAC, stipule que : « nous avons déjà déployé beaucoup de moyens... on a les dépliants, les boîtes à suggestion, boîte email mais les gens ne dénoncent pas » Pourtant selon la population, il n'Ya pas d'actions effectuées et même-ci c'est le cas, elles s'avèrent limitées. Nous allons dans ce paragraphe présenter nos résultats (A) et par la suite donner une interprétation à ces résultats (B). Nous signalons que tous nos questionnaires n'ont pas toujours eu des réponses car plusieurs personnes ne donnaient pas d'informations car avaient peur de répondre pourtant remplissait vraiment la partie d'identification. Certains refusaient l'interview. Car disaient avoir peur de remplir et de donner des informations « désolé ! J'ai un gros problème avec la CONAC, mais je ne peux rien vous dire, désolé », Parole d'une enquêté. La peur est elle aussi l'une des raisons ayant poussé des personnes à ne pas remplir notre questionnaire. La méfiance bat son plein et comme la majorité de personnes rencontrées à l'hôpital de district pouvait encore si bien dire : « lorsqu'on leur demande pourquoi ils (parlant des patient) ne dénoncent pas les personnes qui cherchent à leur « vendre des produits illicitement au sein même de l'hôpital »⁷, ils disent qu'ils ont peur et ne veulent pas qu'on renvoie quelqu'un à cause d'eux ». La peur est une barrière à l'interaction entre les différents acteurs, un problème que devrait résoudre la CONAC.

A-PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

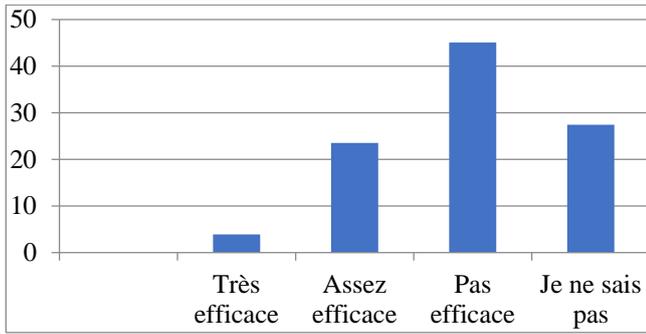
Lors de notre descente sur le terrain, parmi les personnes enquêtées, 2 personnes soit 3,92% pensent que la CONAC est très efficace, 12 personnes soit 23,52% pensent pour leur part qu'elle est assez efficace, tandis que 23 soit 45,09% trouvent qu'elle n'est pas efficace. 14 personnes soit 27,45% ne savent pas si elle l'est ou pas. Nous avons 8 personnes soit 15,68% qui reconnaissent que la CONAC a déjà mené des actions à Dschang telles que : les sensibilisations, les conférences. Contre 6 personnes soit 3,92% qui ne reconnaissent pas une

action déjà menée dans leur localité par la CONAC, 37 soit 72,54% ignorent si cet organisme a déjà ou pas œuvré dans leur localité. En plus, aucune personne ne trouve ces actions excellentes soit 0%, 11 personnes trouve leurs actions acceptables soit 21,56%, 5 personnes pensent que c'est médiocre soit 9,80% et 35 disent qu'ils ne savent pas soit 68,62%. Ils sont aussi nombreux à avoir des reproches à faire à la CONAC. Nous avons 43 personnes soit 84,31% faisant des reproches, 7 soit 13,72% reprochent le manque d'objectivité, 18 soit 35,29% pensent que dans la CONAC se trouve des agents corrompus, 9 personnes soit 17,64% déplorent l'absence de la CONAC dans les zones reculées. Par contre, 4 personnes soit 7,84% pensent le contraire, notamment que: les procédés de la CONAC restent à revoir car elle est inefficace, pour eux, elle doit intégrer les populations dans son programme, améliorer la qualité du service en mettant plus de sérieux; 5 personnes soit 9,80% n'ont rien inscrit à ce sujet. Enfin, certains pensent que la stratégie de communication de cet organisme est inefficace. Cependant il y en a qui trouvent que certaines actions de la CONAC, sont appréciables nous avons 6 personnes soit 11,76% qui apprécient leur sensibilisation, 5 personnes soit 9,80% qui trouvent que leur action encourage la dénonciation de la corruption, 26 soit 50,98% n'ont rien dit à ce propos, 14 soit 27,45% ont d'autres actions à apprécier tels les affichages, les communiqués médiatiques etc. Un effectif de 36 soit 70,58% pensent quand même que la CONAC peut faire mieux en changeant tout d'abord sa propre mentalité en étant un modèle d'intégrité sociale, aussi elle ne devrait pas uniquement se limiter à dénoncer, mais à réprimer en récupérant les sommes détournées. « La CONAC devrait avoir un pouvoir de frapper et non seulement de dénoncer, c'est ça leur limite » déclare un greffier de la ville de Dschang. Ils doivent se rendre plus visibles sur toute l'étendue du territoire, informer les populations sur les sanctions liées aux actes de corruption, être rigoureux et impartial dans leurs actions, travailler beaucoup plus dans la prévention de la corruption, éviter de rechercher les intérêts personnels, mais travailler pour l'intérêt commun. 15 personnes ne sont pas sûres que la CONAC puisse s'améliorer soit 29,41%. Nous notons que ces résultats sont fonction des 51 personnes ayant donné des réponses cohérentes aux questions à elles posées par le biais des questionnaires.

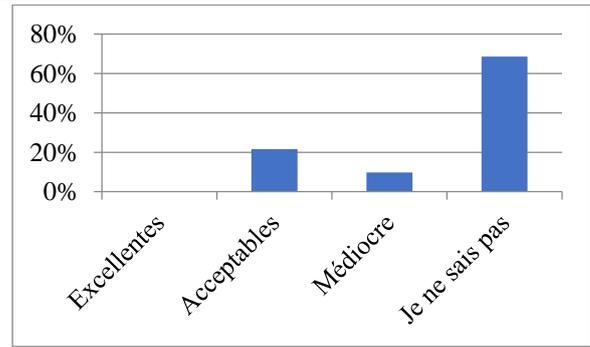
TABLEAU 3: EFFICACITÉ DE LA CONAC (DONNÉES DE TERRAIN)

EFFICACITE DE LA CONAC (%)	
Très efficace	3,92
Assez efficace	23,52
Pas efficace	45,09
Je ne sais pas	27,45

⁷ Considérer comme une fraude par les hôpitaux



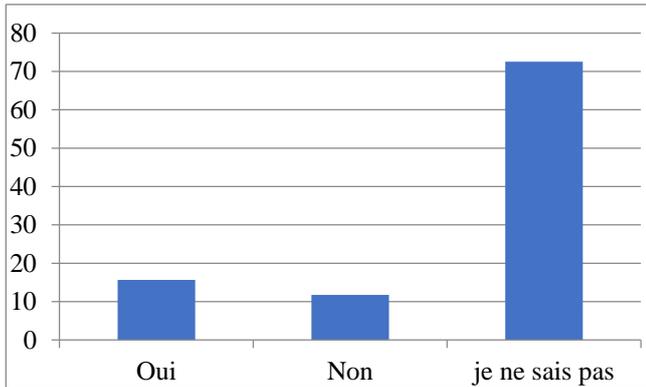
Grphe 3: Efficacité de la CONAC



GRAPHE 5: APPRÉCIATION DES ACTIONS DE LA CONAC

TABLEAU 4: CONNAISSANCE DES ACTIONS DE LA CONAC (DONNÉES DE TERRAIN)

CONNAISSANCE DES ACTIONS (%)	
Oui	15,68
Non	11,76
je ne sais pas	72,54



GRAPHE 4: CONNAISSANCE DES ACTIONS DE LA CONAC

TABLEAU 5 : APPRÉCIATIONS DES ACTIONS DÉJÀ MENÉES À DSCHANG PAR LA CONAC (DONNÉES DE TERRAIN)

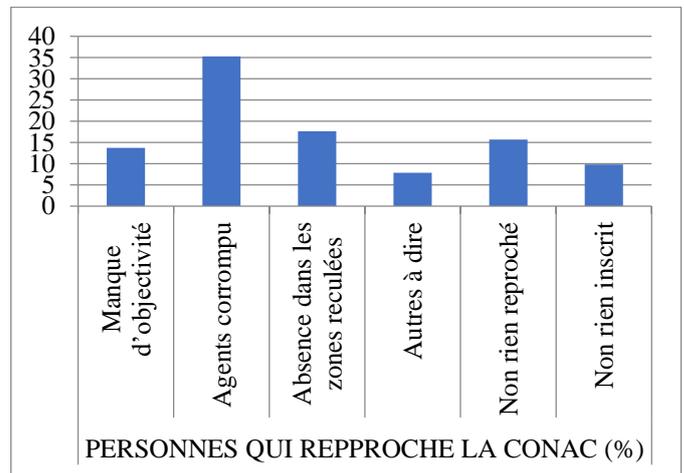
APPRECIATION DES ACTIONS DEJA MENEES (%)	
Sensibilisation	11,76
Dénonciation	9,80
Autres actions appréciables	50,98
Rien inscrit	27,45

PERSONNES QUI REPROCHE LA CONAC (%)					
Manque d'objectivité	Agents corrompu	Absence dans les zones reculées	Autres à dire	Non rien reproché	Non rien inscrit
13,72	35,29	17,64	7,84	15,68	9,80

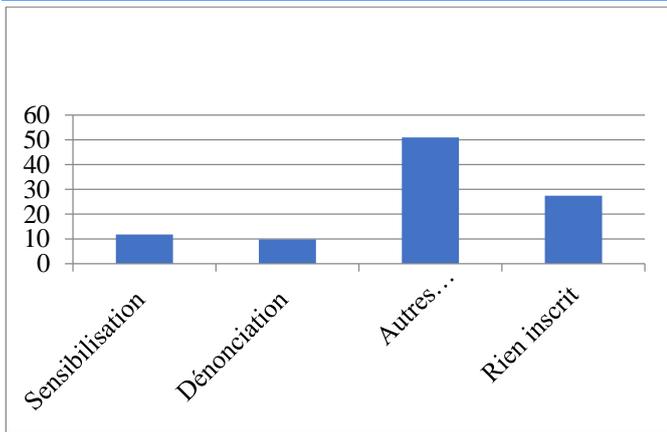
TABLEAU 6: APPRECIATION DES ACTIONS DE LA CONAC (DONNÉES DE TERRAIN)

TABLEAU 7: LES PERSONNES REPROCHANT LA CONAC (DONNÉE DE TERRAIN)

APPRECIATION DE L'ACTION	
Excellentes	0%
Acceptables	21,56%
Médiocre	9,80%
Je ne sais pas	68,62%



GRAPHE 6: LES PERSONNES REPROCHANT LA CONAC



Graph 7: appréciations des actions déjà menées à Dschang par la CONAC

B) ANALYSE DES RÉSULTATS

Au regard des résultats évoqués plus haut nous faisons le constat selon lequel les populations n'ont pas une bonne image des actions de la CONAC. Comme nous le constatons au graph 3, la plupart des personnes pensent que les actions sont inefficaces. Ceci peut s'expliquer par le fait que les personnes sont constamment et toujours victimes de corruption. Pour les populations la construction de l'impuni est manifeste. Les personnes dénoncées ne sont pas punies, et ceux qui sont censés combattre le fléau sont considérés comme les plus corrompus. Les citoyens ne sont donc pas influencés par la CONAC ou alors ne l'affectionnent pas du tout ; ce qui peut être un handicap majeur et une cause de l'échec de cette structure.

Selon le graph 4 la grande partie de la population ne sait pas si la CONAC œuvre à Dschang et c'est pour nous un sérieux problème. Cette observation nous pousse à croire que la CONAC ne déploie pas assez de moyens pour se faire remarquer. Enfermée dans les structures préétablies, elle est quelque peu voilée. Cependant si nous plongeons nos regards au graph 7 nous pourrions reconnaître que des actions sont menées bien qu'elles soient insuffisantes.

Au regard du graph 5 plusieurs ne savent quoi dire des actions de la CONAC. Mais si nous nous attardons sur le rapport que nous fait la CONAC, on pourrait penser à une réduction importante du taux de corruption au Cameroun. Mais les réactions des populations prouvent le contraire. Ceci se manifeste par un mécontentement de la population et par cette visualisation négative de la CONAC. Si le peuple ne voit pas les résultats palpables et un changement de mentalités, on trouvera toujours une attitude de répulsion de sa part. Or si l'on ne s'en tient qu'à l'un des critères d'évaluation d'une stratégie selon César GARZON et Taïeb HAFSI, qui est la suivante, « La validité d'une stratégie anticorruption doit être confirmée par des résultats concrets, facilement

observables et mesurables »⁸, on pourrait qualifier celles de la CONAC de non concrètes, non observables, et non mesurables. Quelque part des personnes trouvent néanmoins que des efforts sont appréciables tandis que d'autres les trouvent médiocres.

On a constaté que plusieurs personnes disent ne pas savoir ce qu'elles diront sur la présence de la CONAC à Dschang, ni sur leur action ou encore sur leur amélioration. Ces personnes sont majoritairement les étudiants. Pourtant au sein de l'université se trouve un intermédiaire de la CONAC et un club « intégrité » imposé par la CONAC pour canaliser et inculquer des valeurs d'intégrité aux jeunes avant leur entrée dans la profession. Ceci démontre à suffisance et ce malgré quelques actions menées (affiches) par le club, non seulement un manque de volonté des étudiants à s'intéresser aux politiques publiques du gouvernement, mais aussi un désengagement de la part de la jeunesse camerounaise déjà déçue par le gouvernement. L'Étudiant ne trouve aucun intérêt à s'y intéresser, vu que cela ne changera jamais d'après lui. Les étudiants aimeraient les voir plus présents sur le terrain et plus responsables dans leurs actions. On dirait plutôt que pour les étudiants, il existe entre les membres de la CONAC et eux un très grand faussé « Ce sont des bandits, ils sont passés ici mais tous sont restés dans leur grosse voiture ». Ceci décèle encore un problème de différence de classe sociale, tout laissant penser que la corruption est un problème concernant uniquement une catégorie sociale. Les hautes personnalités sont paradoxalement plus impliquées dans ce fléau car elles sont en majorité des bandits. Par ailleurs, on pourrait se demander comment cela se fait qu'avec un pareil club au sein de l'université étudiants n'aient rien à dire à ce sujet car ignorant ce qui s'y passe ? Nous jetons la pierre sur la CONAC et la dénonçons. Elle impose non seulement une chose mais n'exerce pas les moyens de sa politique. Seules les affiches ont été faites, méthode qui s'est révélée infructueuse étant donné que les étudiants lisent peu les affiches, surtout lorsqu'elles portent sur la CONAC.

Nous remarquons selon le graph 6 que plusieurs personnes prétendent que les gens corrompus sont de mauvaise foi. Certains disaient « avoir de l'amertume pour la CONAC » ce qui montre un manque de confiance total envers cet organisme. Par ailleurs, on peut quelque part parler d'un problème d'étiquetage. Cette tendance qu'a la population de coller une image aux acteurs internes de la CONAC « ils sont eux-mêmes les premiers corrupteurs » montrant jusqu'à quel point les citoyens sont blessés. Perçues ainsi, les valeurs d'intégrité sont déjà elles-mêmes biaisées de l'intérieur à plus forte raison le seraient celles de l'extérieur. Selon César Garzon,

⁸ César GARZON, Taïeb HAFSI, *L'évaluation des stratégies de lutte contre la corruption*, *Revue française de gestion* 2007/6 (n° 175), p. 61-80.

Taïeb Hafsi⁹ « Une stratégie anticorruption doit réduire ou mieux éliminer les occasions propices à la corruption ». Or, si les membres de la CONAC sont les premiers indexés dans cette pratique, il faudrait revoir tout l'équipage mis en place. Et repenser à « un changement de mentalité » de leur part selon nos enquêtes.

Selon le major de l'hôpital, dans le passé il existait un laxisme des agents de la cellule de la CONAC vu qu'ils n'étaient pas rémunérés. Cependant depuis la petite motivation, ils se battent afin de produire un travail satisfaisant. Ce manque de rémunération, ou encore la rémunération incomplète pourrait bien être la cause de la présence d'agents corrompus dans la CONAC et de l'extérieur, le major pouvait expliquer encore ceci : « je ne peux pas en vouloir à ceux qui pratiquent la corruption, nous avons ici, plusieurs personnes qui font dans le bénévolat, elles n'ont pas de salaire, pour s'en sortir elles, doivent vendre les comprimés », pratique considérée comme acte de corruption à l'hôpital. C'est dans cette lancée que les chercheurs ont reconnu que des agents publics mal rémunérés sont une proie facile pour la corruption (McMullan, 1978 ; Myrdal, 1978b ; Rose Ackerman, 1978 ; Wraith et Simpkins, 1978)¹⁰

Le manque d'objectivité ici peut démontrer que la CONAC est dispersée. Cependant, pour certains enquêtés, la CONAC devrait uniquement se focaliser sur la « corruption » excluant toute autre forme de vol, tel que le détournement des deniers publics, les fraudes etc. ceux-ci suggèrent un responsable des finances dans la ville de Dschang. Par ailleurs, « La force d'une stratégie anticorruption réside dans le niveau de cohérence de ses composantes »¹¹ comme le pensent César GARZON et Taïeb HAFSI. Selon eux, les dirigeants devraient avoir une vision claire de ce qu'ils devront faire, un style qui rallierait des forces autour de l'objectif. Il faut que la stratégie prévoie de changer à long terme les attitudes et les comportements sociaux qui encouragent la corruption. Ainsi, « Il faut que tous les mécanismes de mise en œuvre, notamment la structure, le style de leadership et les valeurs, puissent être facilement liés aux objectifs fixés par la stratégie anticorruption. Le critère de cohérence interne est essentiel dans l'appréciation globale de la qualité d'une stratégie anticorruption »¹². Ainsi tel que le révèle l'analyse stratégique de Michel CROZIER, les acteurs internes recherchent leurs intérêts personnels et non communs. L'organisation semble avoir échoué et n'arrive pas à influencer le

⁹ César Garzon, Taïeb Hafsi, op. cit. p 61-80

¹⁰ McMullan M., "Corruption in the Public Services of British Colonies and Ex-Colonies in West Africa", *Political Corruption. Readings in Comparative Analysis*, New Brunswick, Heidenheimer A. J. (Ed.), NJ, Transaction Books, 1978, p. 317-330.

¹¹ Hafsi T., Séguin F., Toulouse J.-M., *La stratégie des organisations : une synthèse*, Montréal, Les Éditions Transcontinental Inc., 2001.

¹² César Garzon, Taïeb Hafsi, op. cit. p 72

peuple. Le but de la CONAC n'est pas totalement atteint jusqu'à présent.

CONCLUSION

En conclusion, pour les citoyens de la ville de Dschang, la CONAC est une structure peu fiable. Ses membres ne sont pas dignes de confiance. Il faudrait pour leur part qu'ils changent eux-mêmes leurs mentalités. Qu'ils se déploient beaucoup plus sur le terrain et touchent même les zones les plus reculées. Enfin, ils doivent punir les corrompus. Bref, la CONAC devrait revoir ses stratégies. Les enquêtes menées révèlent qu'il est très rare que les citoyens se retournent vers la CONAC, lorsqu'ils sont victimes de corruption. Ils préfèrent soit garder le silence devant un acte de corruption, soit en parler à un proche. Dans la ville de Dschang, tandis que les uns ne savent pas si la CONAC est représentée, les autres croient qu'elle est représentée mais ne peuvent pas indiquer son emplacement. Nombreux sont ceux qui ont des reproches à faire à la CONAC sur ses stratégies de travail. Ils trouvent que les mécanismes élaborés sont quelque part assez acceptables mais insuffisants, dans la mesure où ils n'atteignent pas le pays dans son ensemble. Les citoyens souhaiteraient aussi qu'au-delà de dénoncer, la CONAC récupère leurs biens volés et les leurs restitue, car il est inefficace, voire même inutile d'incarcérer un individu dans une prison de luxe, lui laissant tout ce qu'il a pris à l'Etat ou à un tiers. Enfin, pour les citoyens, la CONAC est inefficace, ce qui les pousse à déplorer son laxisme exagéré. Pour les représentants de la CONAC, la décentralisation n'est vraiment pas effective, le manque moyen financiers et matériels, la non dénonciation par la population, et même la construction de l'impuni sont les facteurs qui paralysent la structure. Certains membres voudraient voir la CONAC frapper les coupables. Malheureusement, elle n'a pas ce pouvoir : elle ne fait que dénoncer. Toutefois ces perceptions de la population peuvent être à l'origine de leur désintérêt face aux politiques publiques. Ce désintérêt peut s'expliquer par de nombreux facteurs à savoir l'âge, le sexe, la religion etc. car nous croyons que la critique faite à la CONAC n'est pas toujours liée au fait qu'elle n'agit pas ou qu'elle n'est pas connue, cette critique peut être aussi due au fait que les citoyens ne s'intéressent pas aux politiques publiques. Nous savons qu'il est très aisé pour les agents extérieurs à un phénomène de donner une explication erronée du dit phénomène par rapport à ceux qui le vivent. Ainsi, nous croyons qu'il est possible que le regard néfaste que portent les citoyens vis-à-vis de la CONAC est aussi lié à la non maîtrise de la question des politiques publiques ; Chacun peut donc très facilement dire ce qu'il pense sans objectivité.

REFERENCES

1. MICHEL Crozier et EHRARD Friedberg, *L'Acteur et le Système*, éditions du Seuil, coll. « Points essais », 1992. 07/03/2011, cité par CEDIP - 27-analyse stratégique P.1-4,
2. Richard BLAME, Jean-Louis MARIE et Olivier ROZENBERG, Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique, 2003/3 Vol 10, P172
3. César GARZON, Taïeb HAFSI, *L'évaluation des stratégies de lutte contre la corruption*, *Revue française de gestion* 2007/6 (n° 175), p. 61-80.
4. César Garzon, Taïeb Hafsi, op. cit. p 61-80
5. McMullan M., "Corruption in the Public Services of British Colonies and Ex-Colonies in West Africa", *Political Corruption. Readings in Comparative Analysis*, New Brunswick, Heidenheimer A. J. (Ed.), NJ, Transaction Books, 1978, p. 317-330.
6. Hafsi T., Séguin F., Toulouse J.-M., *La stratégie des organisations : une synthèse*, Montréal, Les Éditions Transcontinental Inc., 2001.
7. César Garzon, Taïeb Hafsi, op. cit. p 72
8. Friedrich EBERT STIFTUNG, *de la corruption au Cameroun*, juin 1999, GERDDES Cameroun, P59-83
9. ATTILA Gbewopoet al., Corruption et mobilisation des recettes publiques : une
10. analyse économétrique, *Recherches économiques de Louvain* 2009/2 (Vol. 75), p. 229-268.
11. BALAN Jorge et JELIN elizabeth, la structure sociale dans la biographie personnelle, *cahiers internationaux de sociologie*, nouvelle série, vol. 69, histoires de vie et vie sociale (juillet-décembre 1980), pp. 269-289
12. BLUNDO Giorgio, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Sémiologie populaire de la corruption*, *Politique africaine* 2001/3 (N° 83), p. 98-114.
13. BOURDIEU Pierre, CHAMBOREDON Jean Claude et Passeron Jean Claude, *Le métier de sociologue : préalable épistémologique*, Paris, Mouton, 1983, p.54.
14. COQUET J.-C. problèmes de l'analyse structurale du récit « l'étranger », d'Albert Camus, publié par Armand COLIN, no. 3, la stylistique (septembre 1969), pp. 61-72
15. CHEVALLIER Jacques *Lutte contre la corruption et loyauté dans les relations internationales, loyauté dans les relations internationales*, L'Harmattan, pp.141-176, 2001, *Chaos international*, 978-2-296-56399-5.
16. DAHOUTarik, *Décoloniser la corruption*, *Les Temps Modernes* 2002/4-5 (n° 620-621), pages 289 à 311
17. DELAVALLADE Clara , *Pauvreté et corruption : un cercle vicieux* Dans *Regards croisés sur l'économie* 2014/1 (n° 14), pages 72 à 83
18. DJAGHAM, Mohamed *la lutte contre la corruption : une question internationale, droits et libertés*, No 2, Mars